

Tribune Socialiste

N° 373, / 23 MAI 1968 / PRIX 1 F.

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



POUVOIR POPULAIRE

Michel ROCARD

La colère populaire se développe chez les étudiants et les ouvriers, elle s'annonce chez les paysans. Partout elle a le même fondement : le refus d'une société capitaliste et centralisée, la contestation des pouvoirs autocratiques du gouvernement, du patronat et des gros agrariens.

Ce mouvement montre à quel point étaient fallacieuses les analyses souvent entendues sur la société de consommation, l'intégration des travailleurs à l'ordre social capitaliste et l'apathie des masses. L'incendie qui a embrasé le quartier latin il y a quelques jours est

en train de s'étendre à tout le monde du travail, parce que tous, ouvriers, techniciens, paysans, sont en train de découvrir ce qu'a d'intolérable la vie qui leur est faite par ce système économique à base d'exploitation et d'oppression.

Le PSU a toujours affirmé, depuis son premier Congrès, que le gaullisme n'était pas seulement une solution institutionnelle à la guerre d'Algérie que le règlement du conflit vouerait immédiatement à la fragilité. Notre Parti a, au contraire, toujours souligné que ce régime correspondait à une phase

particulière de notre évolution économique et sociale dans laquelle les milieux dirigeants gouvernementaux et patronaux voulaient échapper à la critique parlementaire. Pour cette raison, nous avons toujours pensé que l'attaque de ce régime devait se faire dans le domaine économique, social et culturel, ce que les faits démontrent aujourd'hui avec éclat. De plus, reconnaissant que l'Université est aujourd'hui un secteur clé de notre société, parce qu'elle assume en partie la recherche scientifique qui en est devenue une force productive essentielle, et parce qu'elle organise la différenciation culturelle

qui est maintenant un aspect essentiel de la lutte des classes, le PSU avait su reconnaître là le terrain de luttes décisives pour l'avenir.

On en voudra pour preuve le fait que nous avons, dès novembre, convoqué pour le début juin des Assises Nationales de l'Enseignement, et qu'en mars nous convoquons notre Comité Politique National pour les 11 et 12 mai, avec à l'ordre du jour « les luttes universitaires ».

En outre, notre Conseil National des 30 et 31 mars posait clairement le problème des libertés syndicales et du pouvoir dans l'entreprise, ce-

lui de la lutte politique globale pour le plein emploi, et celui de l'organisation des relations entre partis et syndicats pour conduire de manière convergente la lutte extraparlamentaire.

C'est dire que la nature du mouvement l'ampleur de ses objectifs ne nous paraissent pas démentir nos analyses.

Le mouvement aboutit en effet à la mise en cause des structures du pouvoir dans la société actuelle. L'action doit maintenant déboucher par la généralisation des occupations des lieux de travail, et par l'adoption de mots d'ordre précis, sur l'établissement de véritables structures de pouvoirs populaire :

— pour les étudiants, ce pouvoir existe. Il s'agit de l'organiser dans les lycées et les facultés, les Grandes Ecoles.

— pour les ouvriers, reconnaissance du **pouvoir ouvrier** et des conditions nécessaires à son organisation dans l'entreprise.

— pour les paysans, organisation collective, sur une base régionale des conditions de production et de commercialisation de leurs produits.

— pour tous, contrôle démocratique des moyens de diffusion de l'information et de la culture.

A travers ces objectifs, les luttes actuelles peuvent permettre de créer les conditions de nouvelles batailles et de franchir une étape vers un pouvoir socialiste. L'important est, à l'heure actuelle, d'assurer l'homogénéité et la cohérence du mouvement. Il appartient en particulier aux organisations syndicales de définir les orientations susceptibles d'y parvenir.

Le PSU, pour sa part, reconnaît la souveraineté de décision des organisations syndicales, mais il entend prendre ses responsabilités en proposant la définition des conditions d'une solution politique.

Il nous faut, tout d'abord, affirmer que ceux qui tenteraient de faire dévier le mouvement vers des revendications purement quantitatives ne mettant pas en cause les structures actuelles du pouvoir prendraient de lourdes responsabilités. En effet, non seulement le mouvement actuel serait conduit à la défaite, mais en outre les causes profondes de la colère populaire n'ayant reçu aucune solution il faudrait s'attendre à de nouvelles explosions encore plus violentes dans quelques mois ou quelques années.

Pour la même raison, il nous faut affirmer qu'un simple changement d'équipe gouvernementale n'aurait aucun sens positif pour les travailleurs puisqu'il se limiterait à une solution parlementaire de la

crise et ne pourrait pas prendre en charge la volonté de transformation des structures du pouvoir qui est celle des travailleurs en lutte. La seule solution gouvernementale acceptable dans une option socialiste est, en effet, celle qui s'appuierait directement sur le mouvement des ouvriers, paysans et étudiants, et sur une systématisation de leurs efforts pour affirmer à tous les niveaux leur pouvoir de contrôle et de gestion. Le PSU agira bien évidemment dans cette direction.

Les directions syndicales paraissent comprendre ainsi la situation, du moins implicitement : aux yeux de la CGT « la question posée est celle du gouvernement populaire », même si d'autre part la plateforme revendicative qu'elle avance ne paraît pas propre à assurer l'élargissement du mouvement ; et la CFD T écrit « à la monarchie industrielle et administrative, il faut substituer des structures démocratiques à base d'autogestion ».

La question du moment est donc celle de savoir comment ces orientations lucides passeront dans la pratique militante du mouvement.

Pour le PSU, les forces politiques ne pourront assurer la traduction politique des objectifs du mouvement que si celui-ci trouve son homogénéité et définit lui-même ses orientations.

Le mouvement populaire créé par la révolte des étudiants, des paysans et des ouvriers n'appartient à personne, ne peut être confisqué par personne. Sous peine de s'enliser et de régresser, il doit sans cesse s'élargir et s'amplifier.

C'est pourquoi le P S U estime que tous ceux qui n'acceptent plus la soumission passive aux structures d'un Etat réactionnaire doivent prendre eux-mêmes en mains leurs propres affaires. Il invite à la constitution de *Comités d'Actions populaire*, partout où cela est possible. Comités Etudiants et Enseignants dans les Universités. Comités Ouvriers dans les entreprises. Comités Paysans sur le plan des campagnes. Comités de localités, de quartiers, de grands ensembles.

Le PSU appelle ses militants, ses sympathisants, tous ceux qui lui accordent leur confiance, à ce joindre aux comités qui existent ou à en susciter la naissance là où rien n'existe encore.

Dans de tels comités, à tous les échelons, doivent s'élaborer, par la discussion et la confrontation, mais aussi par l'action et la mise sur pied de pouvoirs effectifs, les formes d'une société nouvelle. Sur chaque point, le PSU verse au débat général ses propres propositions. Il souhaite qu'elles soient discutées, critiquées, confrontées avec celles de tous ceux qui se sentent

directement concernés.

A tous ceux qui souhaitent endiguer le mouvement populaire ou à en limiter les objectifs, afin de mieux le contrôler ; A ceux qui croient pouvoir répondre à une contestation globale de la société capitaliste, par la seule modification d'un équilibre parlementaire ou d'une formule gouvernementale ; A ceux qui hésitent encore après n'avoir pas cru à la révolte étudiante, après avoir douté de la liaison entre les luttes étudiantes et celles des travailleurs ; il faut désormais répondre en ouvrant d'autres perspectives — celles de la définition



de nouveaux pouvoirs capables d'enclancher dès maintenant la marche vers le socialisme.

Le P.S.U. propose

I. - Pouvoir Ouvrier

Outre les nécessaires libertés politiques et syndicales.

Droit de veto sur les décisions patronales concernant l'emploi et les conditions de travail. Discussion des salaires réels et de la durée du travail. Contrôle de l'emploi des bénéfices et des investissements.

Droit des fonctionnaires à négocier avec l'Etat-Patron leurs rémunérations et leurs conditions de travail. Création de comités d'entreprise dans les administrations et établissements publics.

Gestion des entreprises publiques par les représentants de l'Etat et des travailleurs.

Accroissement des moyens d'action des entreprises nationales et extension du secteur public par la nationalisation des centres de décision économique.

Gestion ouvrière de la Sécurité Sociale.

II. - Pouvoir Paysan

Pour les paysans, représentés par leurs syndicats et coopératives : Gestion des organes régionaux de planification et de la production. Contrôle des moyens de transformation et de commercialisation des produits agricoles.

III. - Pouvoir Etudiant

Pour les étudiants, les objectifs essentiels sont ceux de l'UNEF : Instauration immédiate d'un pouvoir étudiant réel dans les facultés avec droit de veto sur toute décision prise.

Subordonné à ce premier point l'autonomie des universités et des facultés.

Lutte pour la reconnaissance des CAL (Comités d'Action Lycée) et pour leur liberté d'expression et d'action.

Il faut exiger

I. - Une information au service des Travailleurs

Transformation de l'ORTF en un office public autonome, indépendant de l'état, géré démocratiquement.

Nationalisation des moyens de presse : imprimeries, messageries publicitaires, par la création d'offices nationaux, gérés par les représentants des travailleurs, et mettant les moyens techniques d'information à la disposition des divers courants d'opinion.

II. - Une politique culturelle de caractère socialiste

a) La transformation de l'activité des Maisons de Jeunes et de la Culture, en centres de libres débats et de création gérés par les jeunes travailleurs.

b) La prise en charge des autres secteurs de la vie culturelle par les écrivains et artistes qui ont pris position contre la culture bourgeoise.

III. - Une organisation régionale

Pour lutter contre le sous-développement et la centralisation autoritaire, il est indispensable que les Comités d'Action Populaire coordonnent leur action à l'échelon régional.

A la place des agents du pouvoir gaulliste (préfets et CODER), doivent naître des pouvoirs régionaux populaires, amorce d'Assemblées délibérantes, aptes à résoudre les problèmes du développement culturel et économique (formation, emploi, industrialisation).

Le PSU verse cet ensemble de propositions dans les débats libres des Comités d'Action Populaire.

EDITORIAL

Parce-que nous avons à cœur

J.-M. VINCENT

Chaque heure qui passe voit le nombre des grévistes augmenter. Plus de la moitié des salariés de France occupent en ce moment leurs lieux de travail et manifestent leur volonté de mettre fin à un régime d'exploitation qui leur dénie tout droit à l'auto-détermination collective dans le travail et dans la vie quotidienne. Il s'agit du mouvement le plus important qu'ait connu notre pays depuis très longtemps tant par son ampleur que par sa profondeur.

Son contenu anti-capitaliste est évident comme en témoignent les drapeaux rouges qui flottent sur les usines et comme en témoignent les revendications portant sur le pouvoir dans les entreprises. Cet immense mouvement qui n'a pas encore atteint son apogée est pourtant menacé d'enlèvement. S'il n'affirme pas clairement ses objectifs, s'il ne lutte pas résolument pour abattre le régime gaulliste, s'il ne se présente pas comme candidat au pouvoir.

L'orienter vers des négociations avec le gouvernement en place sur des revendications matérielles ou syndicales limitées, lui proposer à l'instar du P.C.F. comme seule perspective des élections générales et à trouver la formation hypothétique d'un gouvernement d'union démocratique, c'est le mener à la démobilisation face à des classes dominantes qui n'attendent que le moment de passer à la contre-offensive. Il faut prendre conscience que les concessions matérielles que pourront accorder le gouvernement et le patronat dans le cadre de nouveaux « accords Matignon » seront en effet peu à peu grignotées, s'il n'y a pas de bouleversement fondamental des rapports de force entre les classes si le front des ouvriers, des paysans et des étudiants n'établit pas ses propres organes de pouvoir et ne se prépare pas à faire de ces organes l'ossature d'un nouveau type d'Etat.

C'est pourquoi sont particulièrement graves les attaques lancées par le secrétaire général de la C.G.T., Georges Seguy contre l'U.N.E.F. et l'ensemble du mouvement étudiant. Elles ne peuvent avoir pour effet que de creuser un fossé entre étudiants et ouvriers, alors que leur union est nécessaire dans le combat présent et à venir. Est-il besoin de dire que jamais au grand jamais un dirigeant de l'U.N.E.F. n'a manifesté la moindre intention de donner des leçons à

la classe ouvrière. Les étudiants, il est vrai, ont un esprit critique qui n'épargne pas les organisations traditionnelles de la classe ouvrière. Mais qui peut nier aujourd'hui qu'ils ont déclenché un mouvement qui a secoué toute la société française et ébranlé le régime gaulliste jusque dans ses tréfonds.

Ceux qui ont toujours le cri d'unité à la bouche, devraient enfin comprendre qu'on ne peut pas faire l'unité de tous ceux qui rejettent le capitalisme en cherchant à imposer, bureaucratiquement des mots d'ordre qui ne correspondent ni à l'expérience, ni aux aspirations des couches qu'on prétend entraîner dans la lutte. Avoir sans cesse le mot « provocation » à la bouche n'est pas une preuve de maturité politique, mais au contraire une réaction de crainte et de conservation devant tout ce qui dérange les vieilles habitudes.

Aujourd'hui tous ceux qui ont à cœur de voir réussir le mouvement des ouvriers des paysans, des étudiants doivent tout faire pour balayer ce genre d'attaque aussi négative que démoralisatrice. Il n'est en effet pas possible de lui donner cohésion et puissance, si les objectifs politiques mettant en cause les fondements de notre société, ne sont pas discutés librement et adoptés démocratiquement. Le P.S.U. qui a déjà appelé à la formation de comités d'action populaire, afin que le mouvement se structure, fera tous les efforts pour qu'à travers cette affirmation populaire, l'unité se réalise dans le combat entre ouvriers, paysans et étudiants.

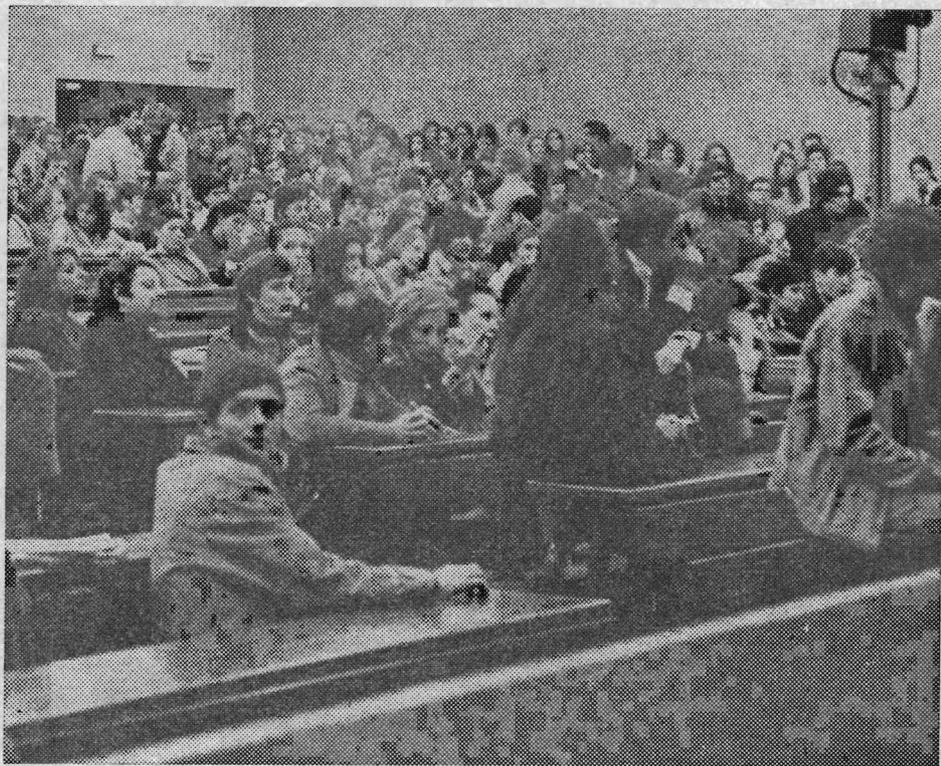
Communiqué C.F.D.T. - P.S.U.

Une délégation du Bureau National du PSU a rencontré le Mercredi 22 Mai 1968, une délégation du Bureau Confédéral de la CFDT.

L'entretien a permis de constater une complète identité de vues entre les deux organisations sur le sens profond du mouvement actuel qui est une mise en cause du pouvoir tant dans les entreprises et l'économie que dans l'Université.

Elles ont confronté leurs intentions sur les moyens d'imposer les revendications de pouvoir dans toute solution à la crise actuelle.

Bureau Confédéral de la CFDT
Bureau National du P. S. U.



Déclaration de Pierre Mendès-France

En refusant constamment et depuis dix ans de discuter aussi bien avec les représentants des ouvriers, des étudiants, des paysans qu'avec les élus du peuple, en se réservant (et avec quel mépris de l'opinion) le monopole de toutes les décisions, le pouvoir a créé une situation révolutionnaire. Il ne peut plus maintenant ni recourir à la force sans déclencher un processus tragique ni entamer un dialogue utile avec les masses qui s'élèvent contre sa politique.

Il ne peut plus rendre qu'un service au pays : se retirer pour que soient enfin mise en route, dans un climat de confiance, les transformations qui renouvelleront les conditions de la vie économique, sociale et politique.

Car ces transformations sont enfin devenues possibles, et, quoiqu'il arrive, ce sera le mérite des étudiants et des jeunes travailleurs venus se joindre à eux, de les avoir rendues possibles, d'avoir réveillé la nation. La crise présente n'est pas seulement politique : elle met en cause tout un régime de vie, la contestation ne porte pas seulement sur des hommes ou des institutions. Elle exprime la volonté de millions de Français de ne plus être considérés comme des sujets dans une société dure, inhumaine et conservatrice des privilèges, mais de jouer pleinement leur rôle dans une société qui soit la leur.

Participation directe des étudiants à toutes les décisions qui les concernent, autonomie des universités, droits syndicaux comportant la reconnaissance du rôle des organisa-

tions ouvrières dans les entreprises c'est au fond le même problème : celui de la dignité et de la souveraineté de l'homme qui travaille et qui produit.

Un autre problème également commun aux ouvriers, aux étudiants, aux fils de paysans, c'est celui du sous-emploi — et on en connaît aujourd'hui l'ampleur et la gravité.

Dans tous ces domaines, le régime actuel, pour ne pas porter atteinte aux structures qu'il veut défendre, a refusé la parole aux nouvelles générations. Or, lorsqu'un conflit global et durable se développe entre un Etat et les forces du renouveau, c'est toujours l'Etat qui a tort.

Ceux qui prétendent parler en son nom ont voulu nier la représentativité des organisations et des mouvements qui s'opposaient à eux. Mais en vérité, c'est le pouvoir qui n'est pas représentatif. Et sa politique n'a jamais traduit les aspirations de la nation et les besoins de son avenir.

S'il avait assuré à la classe ouvrière un emploi soutenu et d'autres conditions de vie, s'il avait organisé la démocratie dans l'entreprise et dans l'université, s'il avait ouvert à la jeunesse des perspectives heureuses, nous n'en serions pas là aujourd'hui.

Il ne l'a pas fait et il ne le fera pas.

Qu'il laisse donc la place à des hommes qui le feront et qui rendront l'espoir.

Bernard Lambert : Oui les paysans sont solidaires

LA Nature et l'attachement aux traditions de la classe paysan ne amène habituellement les paysans à respecter l'ordre établi. Or, à l'heure actuelle, les paysans se dressent contre le pouvoir. Pourquoi ?

La situation économique désuète qui leur est faite, en opposition au progrès technique général, les entreprises agricoles trop petites, sont une des données de base. Malgré l'effort des plus jeunes, pour utiliser le progrès technique afin de rendre viables leurs entreprises, l'orientation du capitalisme a condamné leur effort coopératif, alors que celui-ci était réel, aussi bien en ce qui concerne la production que la vente des produits.

La volonté du pouvoir de faire disparaître cette jeune agriculture progressiste au bénéfice du capitalisme de la région parisienne est manifeste. D'une part il y a volonté de réduire la capacité agricole française éloignée des centres de consommation ; d'autre part il s'agit pour le pouvoir de soutenir les grandes firmes capitalistes comme UNILEVER, la LIBBY'S, NESTLE, etc... qui envahissent le secteur agricole. Les agriculteurs sont transformés en façonniers. Tout cela se traduit par des départs nombreux d'agriculteurs en particulier dans les régions de l'ouest du sud ouest. Cela est motivé, ne serait-ce que par le fait que le revenu annuel est inférieur à 60.000 anciens francs par personne. Ils sont intégrés dans les firmes qui réalisent ainsi un pillage de la main-d'œuvre. Toute cette évolution conduit une grande majorité d'agriculteurs à devenir de véritables prolétaires et à en prendre conscience.

Contrairement à 1936, les agriculteurs ne s'opposent plus à la classe ouvrière. Les plus jeunes, d'une façon générale, les moins de 40 ans, dans les régions les plus défavorisées, combattent avec les ouvriers et les étudiants. Ils combattent le grand capital qui les exploite ils combattent le type de société qui accepte de réduire la capacité de production agricole de l'Europe alors que le manque de produits alimentaires dans le tiers-monde est sans cesse croissant. Ils combattent une civilisation, une société qui non seulement ne répond pas au problème de la faim dans le monde mais qui, par le maintien de la loi des échanges actuellement en vigueur, détruit les capacités des pays du tiers-monde à se développer comme ils l'entendent. Ils prononcent une condamnation totale et

définitive d'une civilisation qui est fondée sur le profit et sur l'argent.

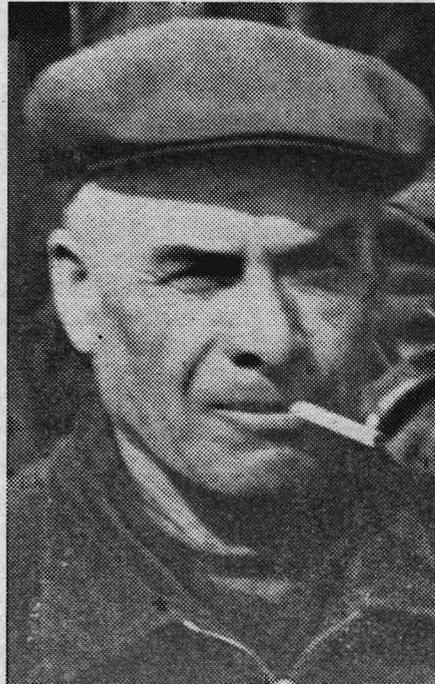
Que vont faire les paysans ?

Ce qui est à l'heure actuelle primordial c'est que les ouvriers et les étudiants ouvrent des perspectives aux paysans, convaincant en particulier ceux qui sont mal situés géographiquement ou les moins développés économiquement, qu'une agriculture socialiste est possible. Cela veut dire une organisation collective de l'appropriation du sol, de l'appropriation de l'outil de transformation et des outils nécessaires à la commercialisation. Mais cela implique une certitude pour eux d'être réellement responsables de la gestion et de la direction de cette organisation collective.

Il faut que les ouvriers et étudiants répondent à une autre question : quel type d'économie mettre à la place de l'économie capitaliste ?

Les paysans approuveront les nationalisations des firmes économiques qui les exploitent (transformation et commercialisation de la production), mais à une condition c'est que cela ne se traduise pas par le simple remplacement du patronat privé par des fonctionnaires technocrates. Pour eux le changement serait nul. Il faut qu'ils aient la garantie de participer avec les ouvriers à l'autogestion de ces firmes. Il faut leur prouver que le socialisme construira une société plus humaine que le capitalisme.

Les organisations politiques qui voudraient changer les rapports économiques avec l'Europe et le tiers-monde qui abattraient des firmes comme UNILEVER, qui permettraient aux divers pays du tiers-monde de diversifier leurs productions y compris dans le secteur industriel, de participer à la création et au contrôle d'une monnaie internationale, qui n'obèrent pas continuellement les termes de l'échange, les agriculteurs accueilleront très favorablement les propositions de telles organisations politiques, mais il est grand temps. Il faut dire aux paysans la signification du changement de société que veulent les ouvriers et les étudiants. Les étudiants ont raison de vouloir une contestation globale de toute la société et de ses institutions. Mais il faut préciser, proposer les institutions de remplacement. Il faut ouvrir des perspectives. Il faut qu'ensemble, ouvriers, paysans, étudiants : nous fassions des propositions pour construire une société nouvelle.



Quelle peut-être notre contribution au combat commun ?

Il faut ouvrir les universités aux fils de paysans ; à l'heure actuelle, 5 % des fils de paysans sont à l'université alors qu'ils représentent 20 % de la population active. Le monde du travail ouvrier et paysan doit être présent dans l'université, l'organisation et la vie de l'enseignement. Aussi bien par exemple en ce qui concerne le contenu des programmes que la gestion. Les paysans comprendront clairement ce que les étudiants veulent faire, mais il faut répondre par exemple à cette préoccupation précise et concrète : comment former les 35.000 fils de paysans qui quittent annuellement les départements de l'ouest. Pour notre part, nous nous rendons compte que nous étions trop timides ces dernières années. C'est vrai que nous ne comprenions pas que la révolution était possible. Les étudiants nous l'ont appris.

Il s'agit d'une remise en cause intellectuelle de notre action, de ses finalités, de ses modalités. Nous voulons un dialogue avec les étudiants. Nous sommes à l'opposé de ces organisations qui, par sclérose et par peur du mouvement, ont critiqué, d'abord ouvertement puis indirectement, l'action des étudiants.

Les fédérations départementales des 8 départements de l'ouest, ainsi d'ailleurs que le CNJA, ont été les seules organisations agricoles à soutenir ouvertement la lutte des étudiants. Nous avons mené en commun, sur toute la région de l'ouest, le combat du 8 mai. Certaines fédérations départementales ont même participé à la journée et aux manifestations du 13 mai.

La FNSEA va demander aux

paysans de tous les départements de France de manifester cette semaine sur leur propre plate-forme. Il s'agit d'une action qui remet en cause la politique agricole de l'Europe des 6 (prix et production de la viande).

De cette façon nous prendrons notre part à la lutte générale menée par les étudiants. Nous ferons de grandes manifestations mobilisatrices pour les paysans de nos régions de l'ouest. Sans crainte de répression policière.

C'est ainsi que dans le contexte actuel toute lutte particulière, et la nôtre l'est par ses thèmes, a un caractère global d'affrontement avec le pouvoir.

Joseph Rose : Oui au combat commun

Joseph ROSE du Secrétariat National du Syndicat de la Métallurgie CFDT, plus particulièrement chargé des jeunes dans sa fédération exprime ici son sentiment sur la convergence du Mouvement étudiant et du Mouvement ouvrier.

On a vu se dérouler chez les étudiants des événements qui sont le résultat d'une prise de conscience de masse. On peut parler maintenant de la masse des étudiants, on ne peut plus les considérer un après l'autre. Ce phénomène correspond à mon avis à la prise de conscience ouvrière qui a eu lieu au moment de la naissance de l'ère industrielle. Il y a chez les étudiants une prise de conscience qui me paraît constituer un parallélisme certain avec la classe ouvrière.

« Jusqu'à ces dernières années, les étudiants ne se posaient de questions, ne revendiquaient que par rapport à leur avenir personnel, du moins pour nombre d'entre eux. Maintenant ils revendiquent une société nouvelle qui sera celle de tous. Et c'est là qu'étudiants et ouvriers se rejoignent sur le fond. Les deux mouvements remettent en cause la société. Les événements actuels sont une large contestation de la société. A mon avis on est allé assez loin pour ne plus pouvoir revenir en arrière ».

« Les étudiants se posent de nombreuses questions sur ce qu'ils apprennent. Je ne crois pas que les transformations de l'université suffisent comme réponse. Il me paraît nécessaire que les syndicats puissent constamment les aider à découvrir comment, ce qu'ils appren-

ment, peut aider à la construction et au développement de la société telle que nous la concevons ».

« Quand les étudiants nous disent qu'ils n'acceptent pas les structures actuelles, nous devons leur faire connaître ce que nous voulons faire de l'entreprise, ce que nous attendons des patrons. Sans cela nous ne les préparons pas à leur futur travail de cadres. Nous ne voulons pas avec les étudiants combattre seulement la société d'aujourd'hui. Nous voulons préparer la nouvelle société que nous souhaitons. Voilà sur quoi doit porter l'échange dès maintenant ».

« Les événements actuels posent une question importante : celle de l'intégration des étudiants, des cadres dans le mouvement syndical non pas comme force d'appoint mais comme force compétente. Il faut trouver une autre forme de syndicalisme. Ces derniers jours m'ont fait comprendre qu'à la CFDT, nous nous gargarisons un peu trop quand nous nous disons être une centrale d'esprit jeune. Par rapport à la CGT ou à FO, c'est sûrement vrai. Ce n'est pas le cas par rapport à ce que nous avons vu ces dernières semaines ».

« En fait la révolte et les revendications des étudiants sont identiques à celles des ouvriers. Elle posent la question de la place de l'homme dans la société et quelle place le régime actuel lui accorde. On ne peut plus se satisfaire du régime actuel dans lequel il y a impossibilité de prendre des responsabilités. Etudiants et ouvriers ne peuvent pas peser sur leur vie. Il faut un régime véritablement socialiste, malgré toutes les questions que cela pose en l'état actuel de la gauche ».

Jean-Daniel Benard

Où le pouvoir

Jean-Daniel BENARD, secrétaire général de l'U.N.E.F., nous a déclaré :

LES jours qui viennent de s'écouler ont profondément ébranlé le régime gaulliste : l'initiative des étudiants relayée par l'offensive des travailleurs, a obtenu ce que la gauche traditionnelle n'avait jamais pu réaliser à coup de motions de censure. Etudiants et ouvriers ont mis en relief la véritable nature du pouvoir et la possibilité de le faire reculer. Comment cela s'est-il passé ? Quelles sont maintenant les perspectives ? Telles sont maintenant les deux questions à l'ordre du jour.

Depuis des mois grandissait le malaise étudiant : inquiétude de-



vant l'absence de débouchés correspondant à la « formation » reçue ; inadaptation de cette « formation humaniste » à la réalité. Le gouvernement n'a jamais pris les moyens nécessaires à une réelle expansion de l'Université ; bien au contraire, il a mis au point des procédés de sélection tendant à limiter le nombre des étudiants en faculté. Dans ce contexte l'arrestation de militants étudiants pendant un meeting syndical a provoqué l'explosion. On connaît la suite. Pendant une semaine, sur les mots d'ordre définis par l'U.N.E.F., les étudiants se sont battus dans la rue, durement, contre l'appareil policier de l'Etat. Faisant preuve d'une discipline et d'une détermination exemplaires, ils ont seuls obligé le pouvoir à reculer et à accepter l'essentiel de leurs trois revendications immédiates.

Les étudiants ont appris que pour combattre réellement ce pouvoir il faut prendre le risque de l'affronter dans la rue. Leur mouvement qui n'était au début qu'une protestation contre la répression policière a ensuite contesté globalement l'Université bourgeoise pour déboucher sur une remise en cause radicale de la société capitaliste. Ce n'est plus contre la police que se battent les étudiants, mais contre une société qui pour défendre ses valeurs et son idéologie ne peut que faire appel à ses flics.

Ainsi se trouve mise en cause

la stratégie du Parti communiste dont l'U.E.C. est le représentant à l'Université, parce qu'elle refuse d'engager sur le terrain les luttes contestant la nature du pouvoir, parce qu'elle reste attachée à une stratégie de nature parlementaire. Nous pensons — et les événements nous ont donné raison — qu'une telle stratégie n'a rien de contestatoire par rapport au régime, et qu'elle ne peut mener qu'à une meilleure gestion du système capitaliste.

C'est ce choix que nous refusons, comme le refusent les travailleurs qui, chez Renault et ailleurs, occupent les ateliers et hissent le drapeau rouge. Ce n'est pas de révolte étudiante qu'il faut parler, mais de contestation radicale du pouvoir et de la société par le mouvement ouvrier.

C'est en fonction de cette prise de conscience politique par les étudiants et du développement des luttes dans la classe ouvrière, que l'U.N.E.F. a mis en avant le mot d'ordre de pouvoir étudiant et qu'elle a insisté sur l'indispensable jonction entre les luttes étudiantes et les luttes ouvrières.

Ce qui compte actuellement ce n'est pas l'aménagement de l'Université, l'adaptation de celle-ci aux débouchés existants, les discussions avec l'administration, mais la revendication par les usagers de l'Université, étudiants et ensei-

gnants, d'un véritable contrôle sur toutes les décisions qui les concernent. Ce contrôle doit prendre la forme d'un droit de veto pour les étudiants sur toutes les décisions prises. Ce n'est qu'en fonction de l'établissement de ce pouvoir étudiant que pourra être résolu le problème de l'autonomie des universités si l'on ne veut pas déboucher sur les pires équivoques.

Nous savons tous qu'une telle revendication n'a pas de sens si elle est isolée du contexte social général. Il n'est pas possible d'envisager une Université gérée par les étudiants et les enseignants, alors que partout ailleurs l'arbitraire de l'Etat capitaliste serait maintenu. Notre combat ne prend tout son sens qu'intégré à la lutte de la classe ouvrière pour la suppression de l'arbitraire patronal et du pouvoir d'Etat qui le représente. C'est pour cela que l'U.N.E.F. propose la discussion systématique, dans les usines, entre étudiants et travailleurs, sur le sens de leur lutte commune. C'est seulement de cette façon que peut se réaliser la jonction entre les luttes des étudiants et celles des ouvriers pour défendre, contre l'état bourgeois, contre le patronat — et contre ceux qui veulent limiter le mouvement à des problèmes quantitatifs — les revendications fondamentales de pouvoir dans l'entreprise comme à l'université.

BULLETIN D'ADHESION

Nom

Prénom

Adresse

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris 15^{me}).

— IMPRIMERIE SAYEN —
51 — Châlons-sur-Vesle — Tél. 5

Dépôt Légal — 2^{me} Trimestre 68

TRIBUNE SOCIALISTE
— N° 373 — 23 Mai 1968 —
81, rue Mademoiselle — PARIS

Le droit de grève

Le gouvernement comme chacun sait, et personne ne mettant en doute la parole de M. Pompidou, se conduit dans cette affaire avec un libéralisme exemplaire.

Toutes griffes dedans, le premier ministre, en veine de négociations, n'a pas manqué à l'Assemblée Nationale et ailleurs, d'insister sur la compréhension dont les pouvoirs publics faisaient preuve.

A croire que la répression des dernières semaines, n'était qu'un songe. Pire un mythe.

Nous aimons bien le quotidien. Aussi nous publions, cette convocation. Très libérale comme nos lecteurs le verront. Un vrai langage de négociation.

PREFECTURE DE PARIS

DIRECTION GENERALE
des Services Techniques

DIRECTION TECHNIQUE
de la Voirie Parisienne

Section du Nettoyement

Paris, le 21 mai 1968

NOTE

pour Monsieur,

OBJET : Grève de mai 1968.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'en considération des nécessités d'ordre public, vous devez actuellement demeurer présent à votre poste.

Toute cessation de travail de votre part, en vue de participer à la grève vous exposerait à une sanction disciplinaire.

P. le Préfet et par délégation,
P. le Directeur technique de la voirie parisienne,

l'Ingénieur en chef
de la section du nettoyage.
G. CAZALET.

P. S. TRES SIGNALÉ. — J'appelle tout particulièrement votre attention sur le 2^{me} paragraphe ci-dessus.

Si, jusqu'ici, aucune peine disciplinaire n'a été infligée aux agents qui n'ont pas répondu à une pareille réquisition ou si des premières sanctions, d'ailleurs bénignes, ont été exceptionnellement levées, il en sera désormais autrement. Une peine disciplinaire sera effectivement et irrévocablement prononcée à l'encontre des agents qui, malgré cette présente mise en demeure toute particulière, n'assureraient pas leur service, pendant la grève.

P. le Directeur Technique
de la voirie parisienne,
l'Ingénieur en chef
de la section du nettoyage :
G. CAZALET.

Communiqués du B.N. du P.S.U.

Le Régime vient de se livrer à une nouvelle provocation en décrétant d'interdiction de séjour en France Daniel COHN-BENDIT. Au moment où se conclut au Parlement un débat sans prise sur le réel, au moment où certains songent déjà à arrêter l'immense vague populaire par quelques satisfactions limitées, bientôt remises en question, le gouvernement croit pouvoir profiter de ces incertitudes pour déclencher la répression et tâcher d'opposer les travailleurs aux étudiants.

Les responsables du mouvement étudiant ne pouvaient que répliquer rapidement en appelant dès 19 h. 30 à une première manifestation sur le Boulevard Saint-Michel. Le PSU réaffirme sa solidarité et son soutien à toutes les initiatives qui seront prises par l'UNEF et le SNE Sup.

Mercredi 22 Mai 1968, 18 h. 30.

x

Le rejet prévisible de la motion de censure confirme ce que chacun savait : la crise ouverte par le mouvement populaire n'a pas de solution parlementaire.

Ce mouvement ne cesse de se développer dans le pays. Alors que sa signification se précise de plus en plus, comme une mise en cause des structures de l'Etat et du pouvoir dans la société actuelle, une négociation paraît déjà s'esquisser sur des objectifs beaucoup plus limités.

Une telle stratégie marque le renoncement à toute volonté de mettre en cause le capitalisme français et par conséquent de renverser le gaullisme, et ouvre au régime la possibilité de pratiquer à nouveau la répression sur les éléments avancés du mouvement.

Plus que jamais la pression populaire à la base reste la seule force capable d'imposer une solution de la crise, donnant satisfaction à la revendication de pouvoir qui a fait naître le mouvement.

Plus que jamais apparaît la nécessité de renforcer dans ce pays le courant du socialisme authentique seul capable de conduire la protestation populaire jusqu'à la transformation profonde de la société française.

Mercredi 22 mai 1968,
22 heures.

L'UNEF appelle l'ensemble des étudiants, enseignants et lycéens, à se rassembler aujourd'hui 24 mai à 19 heures, gare de Lyon. Elle appelle les travailleurs à participer massivement à cette manifestation.

— Le PSU considère qu'une telle manifestation revêt une signification politique importante alors que la démonstration est faite de

l'inexistence d'une solution parlementaire et que le risque apparaît de l'enlèvement du mouvement populaire dans des revendications sans rapport avec ses ambitions et ses dimensions.

— Dans ces conditions, il existe un danger sérieux de voir le gouvernement et le patronat profiter d'une division entre les luttes menées par les étudiants, les ouvriers et les paysans. Leur action unie constitue au contraire tout à la fois l'originalité du mouvement et la condition de son succès.

— C'est pourquoi le PSU, comme il a appelé ses militants à participer aux manifestations des 10 et 13 mai, comme il les appelle aujourd'hui à se joindre aux manifestations paysannes, demande à tous ses adhérents et sympathisants de la région parisienne, de participer à la manifestation organisée par l'UNEF et de respecter très strictement ses consignes.

Le Bureau National du PSU.
23 Mai 1968.



Robert COTTAVE adhère au P. S. U.

C'est par centaines que les adhésions au P.S.U., parviennent au Bureau National, comme dans nos fédérations.

C'est avec une joie particulière que nous accueillons dans nos rangs, Robert COTTAVE, et CABALLERO, respectivement secrétaire général et secrétaire de la Fédération des Ingénieurs et Cadres F. O.

C'est avec un plaisir particulier que nous enregistrons la constitution de nouveaux groupes d'entreprise de notre parti.

Au fait, qui parle encore de l'isolement du P.S.U. ?

Propos inconsidérés

Le Jeudi 23 Mai, la CGT publiait le communiqué suivant :

« Organisation sérieuse et responsable, la CGT ne saurait discuter qu'avec des interlocuteurs également sérieux et responsables.

Le Bureau Confédéral est convaincu que les étudiants dans leur masse comprennent l'importance qu'il y a pour l'efficacité de la lutte commencée, et celle de leur propre action, à établir des relations normales entre leur organisation et la Centrale Syndicale qui assume les plus grandes responsabilités dans la lutte des travailleurs.

Il est persuadé qu'ils trouveront en eux-mêmes les moyens d'en créer les conditions ».

Ce communiqué, abondamment commenté sur les ondes par Georges Seguy, venait après plusieurs condamnations, des activités du mouvement étudiant, toujours « provocatrices », et d'autant plus « provocatrices » que les initiatives prises au quartier Latin, semblent en définitive correspondre beaucoup plus aisément aux sentiments des jeunes travailleurs, que les ukases qui tombent imperturbablement de la bouche de Georges Seguy.

L'affaire en soi n'a pas grande importance. Quel que soit le bruit que fait le Secrétaire Général de la CGT, pour faire oublier ses premières prises de position au départ du mouvement, personne n'ignore ce qu'il en a été.

Mais cette singulière déclaration appelle quelques commentaires.

1. — De quel droit Georges Seguy, se permet de faire le tri entre les bons étudiants (s'agirait-il de la FNEF ?) et les « provocateurs », qui n'ont eu le tort que de lancer le plus vaste mouvement social que la France ait connu depuis plus d'une décennie, sans le consulter.

2. — Le débauchage, et l'appel à combattre une direction que le mouvement étudiant s'est librement donné, apparaît-il au Secrétaire Général de la CGT, comme la pratique intersyndicale souhaitable.

3. — Pourquoi cet acharnement à séparer le mouvement étudiant du mouvement ouvrier. Contre quelle contagion, Georges Seguy, veut-il se prémunir ?

4. — Pourquoi cette arrogance et quel en est le sens ?

A la fin des fins Georges Seguy, vous rendez-vous compte, que vous rendez très difficile, un dialogue que l'on ne peut que souhaiter, entre toutes les forces syndicales de ce pays ?

— Directeur de la publication :
R. CERAT

L'enchaînement

● **Lundi 13 Mai** : la grève générale des 24 heures, décidée par les centrales syndicales est suivie dans les différents secteurs de l'économie. Participation nombreuse des lycéens aux manifestations. Des divergences apparaissent entre les dirigeants des organisations syndicales (C.G.T. principalement) et les leaders des mouvements étudiants. A Paris, de 15 h. 30 à 20 h. près d'un million de personnes défilent de la République à Denfert-Rochereau. En province, nombreuses manifestations : à Clermont-Ferrand et au Mans violent accrochage avec le service d'ordre.

Dans la soirée, la Sorbonne, qui avait été investie par les étudiants, est « ouverte » à la population : « les ouvriers et travailleurs sont appelés à venir discuter avec les étudiants des problèmes de l'Université ».

● **Mardi 14 Mai** : 7 h. 35, départ du général de Gaulle en Roumanie. Constitution d'une faculté autonome à Nanterre. Le mouvement de grève s'étend à l'ensemble des universités à Paris et en province. 16 h. 10, dans une atmosphère passionnée, l'Assemblée Nationale reprend le débat sur la crise de l'Université. Aucun vote n'est prévu.

Dans la soirée, les ouvriers de Sud-Aviation occupent l'usine de Nantes, enferment le directeur dans son bureau. Pour la première fois la Télévision diffuse un numéro de l'émission « Zoom » sur les manifestations étudiantes.

● **Mercredi 15 Mai** : à la faculté de Droit, le doyen approuve la décision de reporter les examens à 15 jours. A la Faculté de médecine suppression de la session de juin. En province grève générale; Strasbourg, l'Université est déclarée autonome par les étudiants. Clermont-Ferrand, les facultés des lettres et sciences sont occupées.

Dans le monde ouvrier, dès 15 h., les ouvriers de la Régie Renault de Cleon (Seine-Maritime) arrêtent le travail, occupent les ateliers. A 16 heures, les ouvriers des chantiers navals France Gironde de Bordeaux cessent le travail. Débrayages aux usines Sud-Aviation de Cannes.

Dans la soirée, plusieurs dirigeants de la C.F.D.T. assistent aux discussions de la Sorbonne.

A 22 h. 45, l'Odéon-Théâtre de France est envahi par un millier de jeunes manifestants porteurs de banderoles « L'Odéon aux ouvriers ».

● **Jeudi 16 Mai** : par 351 voix contre 122, les élèves de l'Ecole Polytechnique réclament la constitution d'une commission parita-

re avec les enseignants. Au cours de l'assemblée générale des élèves des grandes écoles : « la suppression des classes préparatoires aux grandes écoles, le rattachement à une Université autonome, pluraliste et critique » sont approuvés. Réunions des C.A.L. de la région parisienne pour définir l'attitude à l'égard du baccalauréat.

En province, les facultés de Toulouse, Grenoble, sont occupées ; l'Université de Caen est proclamée autonome.

La grève déclenchée essentiellement par des jeunes travailleurs souvent en dehors des consignes syndicales, gagne l'ensemble des usines de la Régie Renault : Flins, Boulogne-Billancourt, le Mans. 1.800 salariés de l'usine D. B. A. (Lockheed) à Beauvais, et les 1200 salariés de l'usine U.N.U.B.E.C. à Orléans sont en grève.

A 20 h. 20, à l'issue du Télé-soir, débat sur les problèmes de l'Université avec la participation de Cohn-Bendit, Sauvageot et Geismar. Une assemblée générale de l'O.R.T.F. réunie spontanément, décide de convoquer pour vendredi une assemblée extraordinaire qui décide la grève illimitée pour « l'obtention de l'autonomie réelle de l'Office vis-à-vis des ministères, la démission du conseil d'administration et de la direction générale ».

21 h. 30, allocution du premier ministre : « des groupes d'enragés se proposent de généraliser le désordre avec le but avoué de détruire la nation et les bases même de notre société libre... ».

23 heures, colloque d'ouvriers et étudiants à Billancourt. Grève dans les Messageries de la Presse, les étudiants participent à des piquets de grève.

● **Vendredi 17 Mai** : occupation des usines Berliet et Rhodiacta dans la région lyonnaise. Trafic interrompu sur les aérodromes parisiens. Grèves tournantes à Saint-Nazaire, dans les usines Sud-Aviation. Les chantiers navals du Trait (Seine-Maritime) sont occupés.

Les organisations syndicales payannes décident de manifester le 24 mai.

En fin d'après-midi, G. Seguy secrétaire général de la C.G.T. donne une conférence de presse. M. Hamet pourra écrire dans le « Figaro » : « aux diatribes ouvrières d'antan, M. Seguy substitue le langage froid et ferme d'un P.D.G. bien à son affaire... ».

A 17 heures, et malgré l'opposition de la C.G.T., les étudiants avec à leur tête J. Sauvageot, entreprennent une marche qui les mène du quartier latin aux usines Renault de Boulogne-Billancourt.

Des débrayages dans les gares parisiennes affectent les lignes de banlieues.



● **Samedi 18 Mai** : M. Pompidou préside à l'Hôtel-Matignon une réunion des responsables du maintien de l'ordre.

A la S.N.C.F., la grève est totale. Le personnel au sol d'Air-France cesse le travail et occupe les locaux. Deux lignes de métro et deux dépôts d'autobus parisiens sont occupés dans la matinée. Pas de distribution de courrier. Sur un plan général, l'agitation atteint toute la France, le point le plus chaud restant la Seine-Maritime.

A l'O.R.T.F., les journalistes ont pris en main l'information : « le pouvoir journalistique », s'engage à diffuser désormais de l'information honnête, complète et objective.

18 heures, conférence de presse de Michel Rocard. 23 heures, écourtant son voyage en Roumanie, le général de Gaulle rentre à Paris.

● **Dimanche 19 Mai** : dans la matinée le président de la République confère avec M. Pompidou et les ministres responsables du maintien de l'ordre. En conclusion de l'entretien, le général de Gaulle déclare : « les réformes oui, la chienlit non ! ».

Dans l'après-midi déclaration de Pierre Mendès-France.

Le bilan de la grève peut se résumer ainsi dans la soirée :

— pas de transports, pas d'avions

P.T.T. en grève (la police investit quelques bureaux de poste). Dans les charbonnages, expansion de la grève à partir de lundi. Métallurgie et Sidérurgie Lorraine, grève générale. La C.G.T. lance un appel à la grève dans les secteurs E.D.F., C. D. Appel à la grève à la Sécurité Sociale et dans les banques.

● **Lundi 20 Mai** : l'U.N.E.F. et la C.F.D.T. tiennent une conférence de presse commune. « Nous sommes solidaires des étudiants parce que nous menons un même combat, parce que nous sommes engagés dans une seule et même bataille. C'est la lutte contre des structures étouffantes et oppressantes » dit Eugène Descamps. « Les événements ont posé le problème de la jonction des luttes étudiantes et ouvrières. Cette jonction doit se faire à la base » déclare Jacques Sauvageot.

De son côté Georges Seguy au nom de la C.G.T. déclare : « Ce mouvement placé sous la vigilance des travailleurs, est bien trop puissant pour qu'il puisse être question de le stopper par des formules creuses telles qu'autogestion, réforme de civilisation, et autres inventions qui aboutiraient à reléguer à l'arrière plan les revendications immédiates. Il faut qu'on sache que la C.G.T. monte la garde autour des revendications ouvrières... ».

● **Mardi 21 Mai** : début du débat sur la motion de censure à l'Assemblée Nationale.

Le gouvernement adopte un projet de loi d'amnistie, qui ne s'applique pas seulement aux étudiants, mais aussi aux forces de police, ce qui interdit tout dépôt de plainte, par les organisations d'étudiants ou d'enseignants. L'U.N.E.F. et le S.N.E.S.U.P. marquent leurs réserves.

La grève continue de s'étendre et atteint maintenant l'ensemble de l'économie du pays.

● **Mercredi 22 Mai** : la motion de censure est rejetée au Parlement, elle ne recueille que 233 voix. René Capitant et Edgard Pisani, députés de la majorité démissionnent de l'Assemblée Nationale.

Le gouvernement interdit le retour en France de Daniel Cohn-Bendit, qui se trouve à Amsterdam.

L'UNEF et le SNE SUP, appellent immédiatement à une manifestation, qui en moins de 2 heures rassemble 7.000 manifestants.

La C.G.T. condamne cette manifestation qu'elle considère comme une provocation.

La C.G.T. et la C.F.D.T., publient un communiqué commun, dans lequel elles se déclarent prêtes à négocier avec le gouvernement des revendications ouvrières, sur la base de leur propre accord de 1966.

LA DEMOCRATIE DE DEMAIN

Manuel BRIDIER

Les syndicats ouvriers n'auraient « pas de nouvelles revendications ». Ils auraient seulement profité des barricades étudiantes pour exhumer des tiroirs tout le contentieux des affaires en cours. Il y a quelque chose d'injurieux pour la classe ouvrière dans une aussi piètre interprétation !

Quand plusieurs millions de travailleurs sont en grève, quand ils occupent leurs usines, quand ils enferment à l'occasion leur directeur il est évident qu'il s'agit d'autre chose.

On a parlé d'une « crise de civilisation » et certains ont aussitôt protesté. La « crise de la civilisation » ne serait qu'une invention des idéologues petit-bourgeois pour dissimuler la réalité de la lutte des classes.

Mais où voit-on la contradiction ? La lutte des classes est certes le moteur de l'histoire ; elle est un phénomène constant dans nos sociétés mais elle ne débouche qu'à certains moments sur des transformations qualitatives, sur des bouleversements révolutionnaires. C'est alors qu'on peut parler effectivement d'une crise de civilisation.

Au risque d'enfoncer une porte ouverte il n'est peut-être pas inutile de rappeler ici quelles sont, pour des marxistes, les conditions qui caractérisent une période révolutionnaire.

La condition fondamentale est d'abord la contradiction entre les forces productives et les rapports de production, c'est-à-dire non seulement le type d'appropriation et les rapports entre les hommes dans le travail, mais l'ensemble des structures de la société. Après avoir été des facteurs positifs de production et de progrès, ces structures deviennent des obstacles. C'est alors que se trouve réalisé la première condition objective d'une crise révolutionnaire

Ainsi disparaissent l'esclavage, le servage, la féodalité...

Les structures de la société néo-capitaliste sont-elles aujourd'hui un facteur de progrès ou un obstacle à de nouveaux développements pour l'humanité tout entière ? Certes, la machine de production fonctionne toujours. Elle fournit toujours plus de voitures, toujours plus de frigidaires, toujours plus de machines à laver. Mais elle est incapable de répondre aux besoins sociaux les plus importants.

L'expression habituelle de « société de consommation » est bien mal choisie pour dépeindre ce type de société. Il y a une certaine manière de critiquer la consommation moderne qui rappelle singulière-

ment les douces rêveries du retour à la terre. Cette nostalgie d'un passé pré-industriel, n'a rien à voir avec le socialisme. La contestation socialiste n'entend pas arrêter le processus de développement industriel, paralyser la production pour un chimérique retour en arrière, mais maîtriser le processus d'industrialisation, mettre la production au service des hommes.

La société dite « de consommation » est exactement le contraire. C'est une société dans laquelle le profit est le moteur de la production, dans laquelle, par conséquent, la consommation elle-même n'est qu'un sous-produit — d'où le développement des consommations irrationnelles, à partir de besoins artificiellement suscités par la publicité de masse — d'où l'identification du bonheur avec la possession des objets, qui rend l'homme esclave des objets eux-mêmes et, à travers eux, de ceux qui détiennent les moyens de leur production.

C'est là ce qui est en cause aujourd'hui. Par delà les revendications quantitatives — qu'il n'est pas question de négliger pour autant — c'est le problème du choix, le problème de la décision qui se trouve posé.

Revendications quantitatives et Revendications de Pouvoir

La gamme des productions, l'orientation des investissements, l'organisation et les conditions du travail sont décidés en fonction des critères de la rentabilité capitaliste, sans que les producteurs puissent manifester leurs préférences. Les économistes libéraux affirment, il est vrai, qu'ils le font comme consommateurs, par le jeu de l'offre et de la demande sur le marché — mais il est bien évident qu'il s'agit d'un faux choix, limité par le niveau des salaires, conditionné par la gamme des productions et par la publicité commerciale. Une telle représentation des préférences n'est que la projection des critères capitalistes de rentabilité. Elle aboutit naturellement à une distorsion des choix, en priorisant jusqu'à saturation la demande solvable et en ne tenant que pour un mal nécessaire les besoins sociaux collectifs et ceux des couches les plus pauvres.

Les revendications quantitatives des travailleurs ne remettent pas en cause les mécanismes de ces décisions mais les décisions elles-mêmes. C'est pourquoi, même lorsque des concessions importantes sont arrachées aux patrons, elles sont reprises sous d'autres formes

par l'autorité patronale. Les revendications qualitatives, revendications de pouvoir ouvrer dans l'usine, touchent au contraire au mécanisme de la décision et constituent pour les travailleurs une garantie quant aux contre-offensives patronales en même temps qu'un moyen direct de peser sur l'orientation des choix.

Aujourd'hui, dans de nombreuses entreprises, c'est sur la base de telles revendications que les travailleurs ce sont mis en grève.

Il y a là, il est vrai, de quoi déconcerter des camarades enfermés dans une interprétation figée du marxisme. Que le plus grand mouvement ouvrier en France depuis 1936 soit né sur les barricades de la rue Gay-Lussac leur paraît une chose étrange et pour ainsi dire suspecte.

Ce n'est pourtant rien d'autre que l'effet naturel d'une prolétarisation croissante — économique et fonctionnelle — des intellectuels. Les étudiants et les lycéens ne ressentent pas seulement une angoisse devant l'incertitude évidente de leur avenir — conséquence de l'évolution économique — mais encore devant la nature même de l'avenir qui leur est promis, en tant que futurs « cadres » de cette société, à la fois victimes et auxiliaires de l'oppression économique, politique et culturelle du néo-capitalisme.

Et c'est par là que les revendications des étudiants, des ouvriers et des paysans se rejoignent — malgré la diversité de forme et d'expression qui tient aux conditions particulières de chacun.

Le problème de l'Etat

Pouvoir étudiant dans l'université, pouvoir ouvrier dans l'entreprise, pouvoir paysan à la campagne : c'est ainsi le problème de l'état lui-même qui se trouve posé. Là encore, nous devons être parfaitement clair et mettre en garde contre certaines illusions. L'état bourgeois, le régime gaulliste ont encore plus d'un tour dans leur sac. Lorsque certaines revendications deviennent irrésistibles, ils connaissent l'art de céder en apparence, de reprendre au besoin quelques projets de leurs adversaires pour les vider de leur sens et les retourner contre eux. L'autonomie des universités, la « participation » ouvrière, tout cela peut être une fausse façade si les structures de l'état ne sont pas radicalement transformées.

Le problème de la décision ne se pose pas seulement à la base, il se pose à l'échelon central — sous peine de réduire à rien ce que la base obtiendra. Donner à chacun la possibilité de gérer ses propres

affaires, c'est détruire l'état jacobin, centralisateur et autoritaire, c'est donner des pouvoirs réels aux communes, aux départements, aux régions, c'est faire reposer la décision centrale sur la pyramide des comités populaires locaux, départementaux, régionaux où les travailleurs pourront exprimer eux-mêmes leur volonté, exercer sur leurs mandataires un contrôle et une pression permanente.

C'est là, il faut bien le dire, la divergence essentielle qui nous oppose à nos camarades communistes. Ils veulent, certes, comme nous l'abolition du capitalisme. Mais nous ne concevons pas de la même manière la société à construire. Nous ne voulons pas d'un socialisme étatique, bureaucratique, centralisateur, héritier de la tradition jacobine et de la pratique stalinienne. Le pouvoir d'état ne sera pas populaire quand les camarades ministres se proclameront au service du peuple, mais quand le peuple lui-même aura les moyens de discuter ses propres affaires, de participer effectivement à leur gestion, d'exercer efficacement son contrôle.

A travers la lutte contre le système actuel, la lutte est engagée dès maintenant entre les partisans d'un socialisme étatique et les partisans d'une démocratie ouvrière.

Les événements de ces derniers jours ont posé tous les problèmes sur la place publique : ils doivent y rester posés. Quelle que soit l'issue politique à court terme, l'université autoritaire a vécu. Il importe que les mêmes transformations irréversibles s'accomplissent au niveau de la production et de la vie locale.

Quel que soit le gouvernement de demain, c'est le développement des comités populaires à tous les échelons qui sera le garant des succès arrachés et le gage de nouvelles conquêtes de pouvoir. Ce sont les comités populaires qui doivent devenir les cellules de base de la démocratie, soit qu'ils se substituent effectivement aux anciens pouvoirs, soit qu'ils se constituent en pouvoir critique parallèle de contestation permanente. C'est aussi dans ces comités populaires que doit se faire la confrontation des idées, que les partis — et notamment le nôtre — doivent mener la discussion. Ce que sera la démocratie demain, ce que sera le pouvoir des travailleurs se joue dès aujourd'hui dans notre capacité à développer la démocratie à la base, à la défendre, à la structurer — à renforcer en son sein le courant de socialisme authentique, dont les événements de ces derniers jours, ont montré la nécessité.